

**Assemblée générale**Distr.: Générale  
7 mai 2007Français  
Original: Anglais**Comité des utilisations pacifiques  
de l'espace extra-atmosphérique****Rapport du Colloque ONU/Autriche/Agence spatiale  
européenne sur les outils spatiaux utilisés pour surveiller la  
pollution de l'air et l'utilisation de l'énergie aux fins du  
développement durable****(Graz, Autriche, 12-15 septembre 2006)\***

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1-12	2
A. Historique et objectifs .....	1-8	2
B. Programme .....	9-10	4
C. Participants .....	11-12	4
II. Résumé des exposés .....	13-20	5
III. Conclusions et recommandations .....	21-29	8

\* Le présent rapport a exigé la préparation par les intervenants de résumés des documents qu'ils avaient présentés au Colloque. Ce processus a retardé sa présentation.



## I. Introduction

### A. Historique et objectifs

1. Au Sommet mondial pour le développement durable, tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre 2002<sup>1</sup>, les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé leur ferme détermination à appliquer pleinement le programme Action 21<sup>2</sup>, adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 3 au 14 juin 1992. Ils se sont également engagés à atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international, notamment dans la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2 de l'Assemblée générale en date du 8 septembre 2000). Ils ont adopté l'engagement de Johannesburg en faveur du développement durable<sup>3</sup> et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable ("Plan de mise en œuvre de Johannesburg")<sup>4</sup>.

2. Dans sa résolution 54/68 du 6 décembre 1999, l'Assemblée générale a souscrit à la résolution intitulée "Le Millénaire de l'espace: la Déclaration de Vienne sur l'espace et le développement humain"<sup>5</sup>, adoptée à la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE III) tenue à Vienne du 19 au 30 juillet 1999. La Déclaration de Vienne devait constituer le noyau de la stratégie qui permettrait de relever les défis mondiaux du futur grâce aux applications spatiales. Les États y notaient, en particulier, les avantages et les applications qu'offrent les techniques spatiales pour relever les défis que représente le développement durable, ainsi que l'efficacité des instruments spatiaux pour résoudre les problèmes posés par la pollution de l'environnement et l'appauvrissement des ressources naturelles.

3. L'application des recommandations figurant dans la Déclaration de Vienne contribue à renforcer les capacités des États Membres, et en particulier des pays en développement et des pays à économie en transition, comme le préconise le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, dans le domaine de l'évaluation des incidences de la pollution de l'air au moyen d'outils spatiaux. La technologie spatiale permet de surveiller et de gérer les sources d'énergie et la consommation énergétique en fournissant, d'une part, des informations sur l'emplacement et la disponibilité des ressources et, d'autre part, des technologies dérivées permettant de réaliser des économies d'énergie.

4. En 2002, le Bureau des affaires spatiales du Secrétariat a organisé un colloque à Stellenbosch (Afrique du Sud) avant le Sommet mondial pour le développement

---

<sup>1</sup> *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.03.II.A.1, et rectificatif).

<sup>2</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8, et rectificatifs), vol. I: *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution 1, annexe II.

<sup>3</sup> *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable*, chap. I<sup>er</sup>, résolution 1, annexe.

<sup>4</sup> *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable*, chap. I<sup>er</sup>, résolution 2, annexe.

<sup>5</sup> *Rapport de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique* (Vienne, 19-30 juillet 1999) (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.00.I.3), chap. I<sup>er</sup>, résolution 1.

durable, afin de réfléchir aux moyens de contribuer à l'application des mesures qu'il était envisagé de faire figurer dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg. Au cours de ce colloque, il a été recommandé de mettre en place des projets pilotes pour montrer comment les technologies spatiales pouvaient contribuer concrètement au développement durable. Donnant suite à cette recommandation, le Bureau des affaires spatiales a tenu, de 2003 à 2005, une série de colloques parrainés par le Gouvernement autrichien et l'Agence spatiale européenne (ESA), pour réfléchir à la manière dont ces projets pourraient être mis en place, notamment dans le domaine de la gestion des ressources en eau. On trouvera des informations détaillées sur cette série de colloques, y compris le programme et les documents de travail, sur le site Web du Bureau des affaires spatiales (<http://www.unoosa.org/oosa/en/SAP/act2005/graz/index.html>).

5. Le bilan de cette série de colloques ayant été positif, le Bureau des affaires spatiales organise actuellement, en coopération avec le Gouvernement autrichien et l'ESA, une deuxième série de trois colloques consécutifs visant à examiner l'utilité que pourraient avoir les applications spatiales dans d'autres domaines abordés lors du Sommet mondial pour le développement durable, notamment la surveillance de la pollution de l'air et l'utilisation des ressources énergétiques. Le présent rapport porte sur le premier colloque de la série, qui s'est tenu en 2006 et avait pour thème les avantages de l'utilisation des technologies spatiales pour la surveillance de la pollution de l'air et de la production d'énergie et pour le développement durable. Les colloques suivants pourraient être l'occasion de réfléchir à la possibilité de concevoir et de mettre en place des projets pilotes et aux questions relatives à l'élaboration de politiques, en vue d'exploiter les applications spatiales pour la surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie.

6. Conformément à la résolution 60/99 de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 2005, le Colloque ONU/Autriche/ESA sur les outils spatiaux utilisés pour surveiller la pollution de l'air et l'utilisation de l'énergie aux fins du développement durable, coorganisé par le Bureau des affaires spatiales, les Ministères autrichiens des affaires européennes et internationales et des transports, de l'innovation et de la technologie, la province de Styrie et la ville de Graz et coparrainé par l'ESA, s'est tenu du 12 au 15 septembre 2006 à Graz (Autriche), à l'Institut de recherche spatiale de l'Académie autrichienne des sciences.

7. L'objectif global des trois colloques qui se seront tenus entre 2006 et 2008 est de promouvoir l'utilisation de technologies spatiales dont il est établi qu'elles peuvent contribuer à l'application de certaines mesures préconisées dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg. Les objectifs du colloque de 2006 étaient les suivants:

a) Informer les participants des applications spatiales dont on sait avec certitude qu'elles peuvent contribuer à l'exécution des mesures préconisées dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg s'agissant de la surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie;

b) Recenser les sources d'information et les technologies spatiales peu coûteuses qui permettent de gérer la pollution atmosphérique et la consommation d'énergie;

c) Déterminer le type et le niveau de formation nécessaires pour appliquer les technologies spatiales dans les domaines de la pollution atmosphérique et de la consommation d'énergie ainsi que les groupes cibles de ces formations;

d) Réfléchir à une stratégie d'introduction des informations et des outils faisant appel à la technologie spatiale dans le processus décisionnel relatif à la surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie;

e) Définir un partenariat fonctionnel qui permettrait de promouvoir l'utilisation des technologies spatiales aux fins de la surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie;

f) Améliorer la participation des femmes à la prise de décisions relatives à la surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie.

8. Le présent rapport a été établi pour être présenté au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique à sa cinquantième session, en 2007.

## **B. Programme**

9. Lors de la cérémonie d'ouverture du colloque, des allocutions de bienvenue et des déclarations liminaires ont été prononcées par les représentants de l'Académie autrichienne des sciences, du Ministère autrichien des affaires européennes et internationales, du Ministère autrichien des transports, de l'innovation et de la technologie, de la province de Styrie, de la ville de Graz et du Bureau des affaires spatiales. Des représentants de la National Aeronautics and Space Administration des États-Unis (NASA) et de la Commission européenne ont fait des exposés d'orientation.

10. Le Colloque a comporté cinq séances d'exposés thématiques, sur les thèmes suivants: "Pollution atmosphérique et consommation d'énergie: un défi pour le développement durable", "Utilisation des applications spatiales pour la recherche et la production d'énergie", "Réduire les incidences de la consommation d'énergie sur la pollution de l'air grâce aux applications spatiales", "Utilisation de la télédétection pour surveiller les sources de pollution de l'air en zone urbaine et en zone rurale", "Sources d'information et technologies spatiales abordables pour gérer la pollution de l'air et la consommation d'énergie". La table ronde, qui avait pour thème l'amélioration de la participation des femmes à la prise de décisions relatives à la surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie, portait sur le renforcement du rôle moteur des femmes dans le processus décisionnel. Vingt exposés ont été présentés par des orateurs invités venus de pays en développement et de pays industrialisés, et des discussions approfondies ont eu lieu à la fin de chaque séance.

## **C. Participants**

11. Les fonds alloués par l'ONU et par les coparraineurs ont servi à couvrir les frais de voyage par avion et l'indemnité journalière de subsistance de 29 participants venus de pays en développement et de pays à économie en transition.

12. Le Colloque a réuni 60 participants, venus de l'Algérie, de l'Autriche, du Cambodge, des États-Unis d'Amérique, de la Géorgie, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), du Kazakhstan, du Kenya, de Madagascar, des Maldives, du Maroc, de la Mongolie, du Nigéria, du Pakistan, des Philippines, de la Roumanie, du Rwanda, du Sénégal, de la Thaïlande, du Viet Nam, du Zimbabwe et de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). L'Institut international d'analyse appliquée des systèmes, le Bureau des affaires spatiales et le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques étaient également représentés.

## II. Résumé des exposés

13. Les exposés ont souligné la croissance de la demande (et, par voie de conséquence, de la production) d'énergie, ainsi que l'attention accrue portée à l'impact environnemental des sources d'énergie actuellement utilisées, et en particulier aux sources d'énergie renouvelables: énergie solaire, énergie de la biomasse, énergie hydroélectrique et énergie géothermique. Certains exposés ont également porté sur les technologies spatiales utilisées pour surveiller la pollution de l'air et améliorer la production, la transmission et l'utilisation de l'énergie aux fins du développement durable.

14. On trouvera des informations détaillées sur le programme du Colloque, ainsi que les documents de travail et les exposés, sur le site Web du Bureau des affaires spatiales (<http://www.unoosa.org/oosa/en/SAP/act2006/graz/index.html>).

15. À la séance d'ouverture, des discours liminaires ont été prononcés par des représentants de la NASA et de la Commission européenne. Ils portaient respectivement sur l'utilisation des applications spatiales pour surveiller l'impact de la production et de la consommation d'énergie sur la pollution de l'air, et sur la contribution européenne au Système mondial des systèmes d'observation de la Terre dans le contexte du Programme-cadre de la recherche communautaire. Les exposés ont porté sur les besoins auxquels il serait possible de répondre grâce aux technologies spatiales, particulièrement lorsque l'observation depuis l'espace était la seule solution ou qu'elle présentait des avantages significatifs par rapport à d'autres techniques de collecte de données. Des exemples d'initiatives en cours destinées à améliorer l'accès à l'infrastructure spatiale et aux données de surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie ont été présentés.

16. La première séance a porté sur les liens entre l'utilisation de l'énergie pour le développement durable, la pollution de l'air et le changement climatique. Les participants ont réfléchi aux moyens de résoudre ces problèmes, d'utiliser l'énergie à meilleur escient et de réduire l'impact environnemental de cette utilisation. La première communication a traité du lien entre consommation d'énergie et pollution de l'air. Il a été noté que la consommation croissante d'énergie dans le secteur industriel, le secteur des transports et le secteur domestique posait un gros problème de gestion de la qualité de l'air. Dans la plupart des villes d'Asie, où un développement industriel rapide et une demande croissante en énergie avaient aggravé la pollution de l'air, le niveau des émissions de dioxyde de soufre et de dioxyde d'azote était particulièrement préoccupant. La deuxième communication

analysait l'impact de la pollution de l'air dans les bâtiments et soulignait qu'utiliser essentiellement des combustibles traditionnels était particulièrement préjudiciable pour les femmes et les enfants, qui passaient plus de temps à la maison. La troisième expliquait qu'il fallait continuer de surveiller la consommation d'énergie et son impact sur la pollution de l'air, développer l'accès à l'information, promouvoir les connaissances interdisciplinaires aux fins de la recherche appliquée et renforcer les capacités institutionnelles. Le dernier exposé décrivait le changement climatique et sa relation avec la concentration d'émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>6</sup> y était présenté comme le cadre de mesures destinées à résoudre la question du changement climatique aux niveaux national et international.

17. La deuxième séance portait sur l'utilisation des applications spatiales pour la recherche et la production d'énergie. On a souligné l'importance des technologies spatiales pour la détection de sources d'énergie nouvelles et renouvelables et pour la mesure et la surveillance du niveau de la pollution de l'air. On a relevé que des applications spatiales telles que la télédétection pouvaient contribuer à la modélisation d'un potentiel de production d'énergie très décentralisé, à l'échelle d'une région, et à l'amélioration de la simulation des niveaux de charge du réseau électrique en fonction de la répartition de la population et de l'industrie. Les participants ont également appris comment les dérivés de la technologie spatiale pouvaient être utilisés pour améliorer la production, la transmission et la consommation d'énergie. Des exemples d'outils d'aide à la décision leur ont été présentés, par exemple le logiciel d'analyse de projets d'énergies propres (RETScreen) et le modèle hybride d'optimisation des sources d'énergie électrique renouvelables (HOMER). Le logiciel RETScreen pourrait être utilisé dans le monde entier pour évaluer la production et les économies d'énergie, les coûts liés au cycle de vie, le risque et la réduction des émissions liées à différents types de technologies ayant un bon rapport énergie-efficacité ou utilisant des énergies renouvelables. Les algorithmes de systématisation et d'analyse de sensibilité de HOMER simplifiaient l'évaluation des possibilités conceptuelles des systèmes d'alimentation, qu'ils soient ou non connectés au réseau, pour les applications à distance, autonomes et à production électrique décentralisée.

18. La troisième séance portait sur l'étude de l'impact de la consommation d'énergie sur la pollution de l'air grâce aux applications spatiales. Les participants ont appris comment les technologies spatiales pouvaient contribuer à la lutte contre la pollution de l'air et à l'observation de l'atmosphère. Ils ont eu un aperçu de l'application, à l'Organisation indienne de recherche spatiale, du Programme international géosphère-biosphère, qui a pour but de caractériser les propriétés spatio-temporelles des aérosols en utilisant des satellites pour les mesures et des outils informatiques pour l'analyse et la modélisation. Les participants du Cambodge et du Pakistan ont en outre fait part de leur expérience dans le domaine de l'utilisation des applications spatiales aux fins de la surveillance et de l'étude de la pollution de l'air. Il a été noté que les applications spatiales constituaient la seule source de données pour les zones rurales et les régions reculées où il n'était pas possible de réaliser des relevés sur le terrain.

---

<sup>6</sup> FCCC/CP/1997/7/Add.1, décision 1/CP.3, annexe.

19. La quatrième séance a été consacrée à l'utilisation de la télédétection pour surveiller les sources de pollution de l'air en zone urbaine et en zone rurale. Les deux premiers exposés ont porté sur les sources d'énergie (hydraulique, thermique, charbon, biomasse, hydrocarbures) utilisées pour répondre à la demande d'énergie dans le secteur domestique et dans le secteur industriel, et ont expliqué que de nombreux composés gazeux ou particules avaient des effets nuisibles et pouvaient être considérés comme des polluants de l'air, notamment les oxydes d'azote, le dioxyde de soufre, le dioxyde de carbone et les métaux. Il a également été constaté que, l'énergie devenant une préoccupation mondiale majeure, les politiques énergétiques étaient désormais au cœur de la planification nationale. Un autre exposé a porté sur le charbon et le lignite, qui constituaient deux des principales sources d'énergie polluant l'atmosphère. Les tendances en matière de rejets de polluants dans l'atmosphère ont été présentées. L'importance de la contribution des émissions industrielles aux niveaux de particules, de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote dans l'air ambiant, notamment dans les zones urbaines où se trouvent des usines, a été soulignée. Le dernier exposé de la séance a porté sur les modèles numériques de prévision de la pollution atmosphérique et a montré aux participants que les systèmes d'information géographique permettaient de visualiser les trajectoires de la pollution atmosphérique à différentes échelles grâce à des modèles de transport et de diffusion atmosphérique en trois dimensions.

20. La cinquième séance avait pour sujet le recours aux technologies et aux sources d'information spatiales pour gérer la pollution de l'air et la consommation d'énergie. Le premier exposé a porté sur les méthodes faisant appel (directement ou indirectement) à la télédétection pour recenser la biomasse ligneuse, l'accent étant mis en particulier sur l'imagerie à moyenne et basse résolution. Parmi les projets en cours qui ont été présentés, on peut citer des projets destinés à améliorer la précision des images satellite à moyenne et basse résolution pour une meilleure évaluation de la biomasse. Les participants ont également eu un aperçu des outils spatiaux de télécommunication permettant de surveiller la pollution de l'air et la consommation d'énergie. Ils ont également appris comment les connexions à haut débit pouvaient contribuer à accélérer l'extraction de données disponibles gratuitement sur Internet. En outre, les participants du Guatemala et de l'Inde ont fait part de leur expérience de la diffusion d'informations spatiales relatives à la pollution de l'air et à l'énergie auprès de responsables et de décideurs. Leurs exposés présentaient également des exemples d'utilisation des mesures par satellite et des méthodes d'évaluation des quantités de gaz à effet de serre émises au cours de différents processus industriels. Le Bureau des affaires spatiales a présenté un exposé sur les formations proposées par les centres régionaux de formation aux sciences et techniques spatiales affiliés à l'Organisation des Nations Unies pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, et l'Amérique latine et les Caraïbes. Les participants ont également appris que ces centres proposaient des formations approfondies en météorologie spatiale, en télécommunications, en télédétection et dans le domaine des systèmes d'information géographique, ainsi qu'en sciences spatiales.

### III. Conclusions et recommandations

21. Toutes les séances d'exposés thématiques ont été suivies de débats sur les mesures et les choix qui permettraient, dans la pratique, d'accélérer la réalisation du Plan de mise en œuvre de Johannesburg s'agissant de la surveillance de la pollution de l'air et de la production et de la consommation d'énergie. Les résultats des délibérations du Colloque ont été résumés et présentés à la séance de clôture, au cours de laquelle une discussion finale a permis d'adopter les conclusions et recommandations.

22. Lors du premier débat, qui portait sur les applications spatiales dont il est établi qu'elles peuvent contribuer à l'exécution des mesures préconisées dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg s'agissant de la surveillance de la pollution de l'air et de la production et de la consommation d'énergie, les participants ont souligné que des recherches importantes avaient contribué à une meilleure compréhension de la pollution de l'air et de l'atmosphère. Cependant, dans bon nombre de pays, le cadre politique relatif à la pollution de l'air devait être renforcé. Les technologies permettant de réduire les émissions et les carburants propres n'étaient pas disponibles partout. Afin de développer l'utilisation de la technologie spatiale, les participants ont dégagé les points suivants:

a) Nécessité d'édifier une infrastructure nationale et régionale viable pour les applications spatiales, au moyen de programmes et de mécanismes de recherche-développement destinés à assurer le transfert de technologies dans le but de développer des technologies nouvelles et avancées et d'en faire la démonstration à grande échelle;

b) Nécessité d'aider les gestionnaires et les décideurs à mieux comprendre le potentiel des technologies spatiales;

c) Nécessité de mettre au point des solutions et des politiques efficaces pour l'échange de données sur la pollution atmosphérique transfrontière et de renforcer et d'étendre les dispositifs de surveillance actuels. Dans certains pays, il fallait également adopter des lois sur la propreté de l'air et acquérir le matériel nécessaire pour la protection de l'environnement terrestre et aquatique.

23. Lors du deuxième débat, consacré aux informations et technologies spatiales peu coûteuses pouvant contribuer à gérer la pollution atmosphérique et la consommation d'énergie, les participants ont noté que l'on pouvait obtenir des données peu onéreuses au moyen de différents capteurs satellite, grâce au projet de la NASA pour la gestion de l'énergie (Surface Meteorology and Solar Energy, SSE) et au spectromètre imageur à moyenne résolution (MODIS), et les utiliser pour déterminer la qualité de l'air. Ils ont également noté que la communauté scientifique avait mis au point un certain nombre d'outils gratuits, que l'on pouvait facilement se procurer sur Internet. Ils ont estimé que, pour que les programmes soient durables, la technologie spatiale peu onéreuse devrait être accessible non seulement aux scientifiques et aux techniciens, mais aussi aux utilisateurs finals, et qu'il faudrait organiser dans cette optique des ateliers et des stages de formation sur cette technologie.

24. Lors du troisième débat, qui a porté sur la stratégie d'introduction des données et des outils spatiaux dans le processus décisionnel de surveillance de la pollution



de l'air et de la consommation d'énergie, les participants ont reconnu que les spécialistes de la technologie spatiale devaient comprendre précisément quels étaient les besoins des utilisateurs. Il fallait également assurer la continuité de l'enseignement et de la formation dans le domaine des sciences et de la technologie spatiales, et développer et consolider les connaissances nationales et régionales dans ce domaine.

25. Lors du quatrième débat, consacré au partenariat fonctionnel qui pouvait être mis en place pour promouvoir l'utilisation des technologies spatiales aux fins de la surveillance de la pollution de l'air et de la production et de la consommation d'énergie, les participants sont convenus que les organisations internationales devraient aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'utilisation des données et produits satellitaires pour pouvoir bénéficier de la technologie spatiale. Dans le même temps, le renforcement des capacités devrait être envisagé comme un processus amorcé dans le cadre de projets en cours ou de nouveaux projets concernant l'énergie, la qualité de l'air et les polluants.

26. Lors du cinquième débat, qui portait sur le type et le niveau de formation nécessaires pour appliquer les technologies spatiales à la gestion de la pollution de l'air ainsi que de la production et de la consommation d'énergie, il a été fait état à plusieurs reprises de la nécessité impérieuse de former des formateurs pour des utilisateurs de différents niveaux. Les participants ont estimé qu'il serait bon d'organiser des stages de formation pour élaborer des propositions de projets, et que le Bureau des affaires spatiales et les autres organisations compétentes devraient envisager de s'en charger.

27. Les participants ont avancé les recommandations ci-après concernant l'intégration des outils spatiaux à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie, en particulier dans les pays en développement:

a) Il faudrait procéder à des échanges de données d'expérience et développer la coopération entre les pays;

b) Il faudrait mettre en place des mécanismes pour combler le fossé séparant les spécialistes de la technologie spatiale et les décideurs, l'accent étant mis en particulier sur les responsables de niveau intermédiaire;

c) Il faudrait faciliter l'accès aux données et aux outils d'aide à la décision disponibles pour aider les responsables et les décideurs à surveiller et maîtriser la pollution atmosphérique, en particulier dans les pays en développement.

28. Les participants ont également recommandé que le Bureau des affaires spatiales tienne compte des propositions formulées lors du Colloque pour l'établissement du document sur les "communautés de pratique" que met au point actuellement le Groupe de travail international sur l'observation de la Terre afin de déterminer les besoins en matière d'accès aux données satellitaires et aux données au sol, et de mettre en commun les connaissances en utilisant les produits de l'observation de la Terre lors du processus décisionnel.

29. La table ronde, qui avait pour thème l'amélioration de la participation des femmes à la prise de décisions relatives à la surveillance de la pollution de l'air et de la consommation d'énergie, a permis de réfléchir aux problèmes énergétiques et aux solutions correspondantes en montrant comment la parité hommes/femmes en

matière d'accès aux ressources telles que les informations, la formation et le travail influait sur l'utilisation et la gestion des sources d'énergie. Il a été noté que bon nombre de mesures nationales et internationales visaient à développer des pratiques de cuisine et de chauffage propres et sûres, notamment en zone rurale, et que d'autres programmes avaient pour objectif d'inciter la population à utiliser du gaz de pétrole liquéfié et du butane plutôt que du bois ou des carburants fossiles dans le but de protéger l'environnement et d'améliorer la qualité de l'air dans les habitations. Les participants ont également relevé que les méthodes utilisées pour diffuser les informations relatives à la pollution de l'air et à la consommation d'énergie devaient être adaptées et prendre appui sur le mode de vie local. Enfin, ils ont noté que plusieurs gouvernements s'étaient engagés de différentes manières à inciter les femmes à participer à des projets relatifs à l'énergie et à fournir les ressources financières nécessaires pour mettre ces engagements en pratique.

---